



ARRÊTÉ PERMANENT

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
> administration

REGIME DE PRIORITE

RUE DES PARRIERES

Date : 29 JAN. 2026

AU CROISEMENT FORME AVEC

N° : Arr DST 2026 030

LA RUE DE L'ORME AU COIN

Le maire de la Ville de Saran,

Vu l'arrêté n°ARR_DGS_2024_138 du 10 septembre 2024 portant délégation à Monsieur José SANTIAGO, 3ème Adjoint délégué, en charge de l'Espace public, du Patrimoine et de l'Environnement,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2542-2, L2212-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-4,

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales modifiée,

VU le Code des Communes,

VU l'article 610-5 du nouveau Code Pénal,

VU le Code de la Route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25,

VU l'arrêté interministériel sur la circulation routière (livre 1 – 8ème partie signalisation temporaire), approuvé par l'arrêté ministériel du 15 juillet 1974,

VU l'aménagement d'une voie de liaison entre la rue des Chimoutons, la rue de l'Orme au Coin et l'avenue Jacqueline Auriol visant à permettre la desserte du groupe scolaire des Parrières,

Considérant la création de cette nouvelle liaison, il apparaît nécessaire de réduire la vitesse des automobilistes empruntant la rue de l'Orme au Coin, dans les deux sens de circulation. Les usagers circulant rue de l'Orme au Coin devront céder le passage aux usagers circulant en provenance de la rue des Parrières.

Afin d'assurer la sécurité de tous les usagers,

ARRÊTE

Article 1 : Les usagers circulant rue de l'Orme au Coin devront céder la priorité aux usagers en provenance de la rue des Parrières.

Article 2 : Cet arrêté entrera en vigueur dès la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 3 : Les infractions au présent arrêté qui est publié et affiché dans la Commune et aux extrémités du chantier, sont constatées au moyen de procès-verbaux, dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet.

Lorsque le conducteur ou le propriétaire du véhicule est absent ou refuse, malgré l'injonction des agents, de faire cesser le stationnement gênant, l'immobilisation et la mise en fourrière peuvent être prescrites dans les conditions prévues aux articles L. 325-1 à L. 325-3 du Code de la Route.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

MM. Le Commandant de Gendarmerie
 Le Commissaire Central de Police
 Le Service de Police Municipale
 Le Service Gestion des Déchets de l'Agglomération Orléans Val de Loire,
 Le Service Assainissement de l'Agglomération Orléans Val de Loire
 Kéolis
 Pôle Territorial Nord d'Orléans Métropole,

chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet arrêté est publié sur le site internet de la commune pendant un délai qui ne peut être inférieur à 2 mois.



José Santiago

adjoint délégué à l'espace public, au patrimoine et
à l'environnement